

## **La région de Québec, un tissu social en profonde mutation**

Simon Langlois  
Université Laval

Le tissu social de Québec est en profonde mutation. Après avoir été très forte jusqu'en 1985, la croissance démographique de la Communauté métropolitaine de Québec a nettement ralenti au point où il est permis de parler d'un véritable essoufflement du dynamisme qui l'avait caractérisée sur ce plan depuis l'après guerre jusqu'au milieu des années quatre vingt.

La natalité a chuté de manière plus marquée qu'ailleurs sur le territoire québécois et la région métropolitaine de Québec est incapable d'attirer des immigrants en nombre important qui lui permettraient de maintenir une croissance démographique plus forte. Québec a aussi perdu une partie de sa jeune population au profit de Montréal dans les années 1990, mais cette perte a été largement compensée par l'arrivée de jeunes en provenance de régions périphériques allant du Saguenay et de la Mauricie jusqu'en Gaspésie. Il n'est cependant pas sûr que ces jeunes y resteront dans les années à venir pour y travailler ou pour y fonder une famille, car la

région perd une part de ses jeunes adultes au profit de la grande région montréalaise.

La RMR de Québec n'est pas encore une région vieille, malgré l'attrait qu'exerce la ville même de Québec auprès des personnes âgées à qui elle offre un milieu de vie agréable pour la retraite. La structure démographique qui la caractérise est plutôt marquée par ce que nous appellerons le poids du centre. Le vieillissement viendra plus tard, à partir des années 2010.

Ces changements démographiques en cours depuis une quinzaine d'années – changements qui vont entraîner d'ici peu une véritable mutation du tissu urbain et de la vie à Québec – ne sont pas encore bien perçus dans la région et on n'a pas encore pris la véritable mesure de leurs implications.

Comment expliquer cette absence de prise de conscience d'une situation qui risque de devenir préoccupante dans un très proche avenir ? Nous pouvons avancer comme explication le fait que la croissance du nombre de ménages a été beaucoup plus rapide que la croissance de la population, un facteur qui a masqué l'impact de la faiblesse de la population. Les enfants des baby boomers quittent en effet leur foyer pour créer de nouveaux ménages alors que leurs parents conservent le domicile familial, sans oublier l'impact du divorce et de l'allongement de l'espérance de vie, deux tendances qui entraînent aussi la création de ménages nouveaux au sein d'une population qui croît par ailleurs moins rapidement.

L'étude qui suit est basée sur les récentes données compilées par l'Institut de la statistique du Québec et plus précisément sur l'examen d'un certain nombre d'indicateurs classiques – population, mouvements migratoires, structure d'âge, types de ménages, revenus, par exemple – analysés dans une perspective longitudinale.

### **Essoufflement du dynamisme démographique**

La croissance démographique de la Communauté métropolitaine de Québec a connu deux périodes contrastées depuis trente ans. Pendant une quinzaine d'années (1971-86), le rythme d'augmentation de la population totale y a été plus forte que dans l'ensemble du Québec – soit au moins le double – et plus rapide aussi qu'à Montréal. Mais ce dynamisme démographique s'est passablement essoufflé dans les quinze années qui ont suivi (1986-2001). La croissance de Québec est maintenant alignée sur celle de tout le Québec et Montréal paraît désormais plus dynamique sur ce plan.

Une particularité distingue la RMR de Québec : sa faible natalité. On y fait moins d'enfants qu'ailleurs au Québec. La région compte par conséquent moins de très jeunes enfants, ce qui affecte le taux d'accroissement naturel qui y est plus faible. Il en va différemment dans le groupe des jeunes en âge de poursuivre des études postsecondaires, qui sont nombreux à venir s'installer à Québec où se trouvent l'Université Laval et plusieurs Collèges d'enseignement général et professionnel. Le groupe des jeunes âgés de 15 à 24 ans est en effet le seul groupe d'âge qui a connu une bonne croissance de ses effectifs depuis dix ans dans la région.

Québec se situe par ailleurs dans le peloton de queue parmi huit grandes villes canadiennes comparables, tout juste devant Winnipeg, pour ce qui est de la croissance démographique récente. La région métropolitaine de Québec ne parvient donc pas à suivre un mouvement marqué de concentration de population dans les grands centres urbains observable ailleurs au Canada.

### **Le poids du centre**

La population de la Communauté métropolitaine de Québec est une population *mature*. Cette expression signifie qu'elle n'est plus une population caractérisée par une forte présence de jeunes comme elle l'a été dans un passé récent – dans les années cinquante et soixante, par exemple – mais aussi qu'elle n'est pas encore non plus une population vieille comme elle le sera dans quinze ans.

Quand on évoque les changements démographiques en cours, tous pensent spontanément à la baisse de la natalité et au vieillissement de la population. Ce sont là deux tendances bien présentes. Mais il faudrait aussi avoir en tête une troisième tendance qui est moins connue et qui retient moins souvent l'attention dans les médias et les discussions publiques sur ces questions : le centre de la structure d'âge de la population de Québec se gonfle à mesure que vieillit la génération du baby-boom, une tendance qui va se poursuivre jusqu'en 2011. Autrement dit, la population de Québec – tout comme celle de la société québécoise dans son ensemble – est une population marquée par *le poids du centre* de la structure d'âge.

La proportion de personnes âgées est encore inférieure au Québec et à Québec à celle qu'on observe dans d'autres sociétés développées comparables. Le vieillissement important de la société québécoise viendra, certes, mais plus tard. Entre temps, c'est plutôt le centre de la distribution démographique qui pèse de tout son poids sur la société.

La tranche d'âge la plus nombreuse a en ce moment 43 ans dans l'ensemble du Québec et les personnes qui se situent de chaque côté de cette catégorie modale (disons dans la fourchette des 35-50 ans) pèsent de tout leur poids dans la société et leurs comportements modèlent ce qui s'y passe. On le voit nettement dans la sphère de la consommation. Les fonctions de consommation les plus dynamiques (celles qui sont en croissance) reflètent le mode de vie de ménages au milieu de leur vie active, de ménages qui n'envisagent plus d'avoir d'enfants et de ménages qui entrent de plus en plus nombreux dans la phase du nid familial vide.

Comparé à d'autres RMR canadiennes, la RMR de Québec peut sembler plus vieille parce que l'âge médian y est plus élevé. Mais cette mesure reflète en réalité le fait que le poids du centre y est plus important qu'ailleurs, notamment un peu plus important qu'à Montréal, et parce que la natalité y est plus faible.

## Les migrations internes

Il faut considérer séparément l'immigration internationale et les migrations internes au Canada, (les migrations interprovinciales), car ces dernières n'impliquent pas de frontières à franchir. La RMR de Québec se distingue passablement du reste du Québec sur le plan de la mobilité entre les provinces – et elle se distingue surtout de Montréal – parce que la composition de la population diffère beaucoup dans les deux villes, ce qui révèle un trait typique propre à la région de Québec et plus largement à l'ensemble des régions francophones du Québec. On trouve en effet beaucoup plus d'anglophones et d'immigrants dans la métropole, et ces personnes ont des comportements migratoires différents du reste de la population.

C'est avec l'Ontario que la RMR de Québec échange le plus grand nombre de migrants, suivant en cela une tendance caractéristique de tout le Québec, suivi de la Colombie britannique et du Nouveau Brunswick. L'importance de l'Ontario dans ces échanges de population n'est pas surprenante, car c'est la province la plus peuplée du Canada et aussi la plus dynamique sur le plan économique, produisant plus de 40% du PIB canadien. À cette raison s'ajoute la proximité géographique et le fait que l'économie de l'Ontario et celle du Québec ont toujours été étroitement liées depuis l'origine des deux entités politiques. Enfin, il ne faudrait pas oublier l'importance des réseaux sociaux et économiques qui jouent un rôle déterminant dans les migrations de populations. Celles-ci ne se font pas au hasard, mais elles s'inscrivent le plus souvent dans un ensemble préexistant de relations sociales qui orientent les mouvements migratoires.

Comment se caractérise la RMR de Québec sur le plan des migrations interprovinciales ?

Tout d'abord, même s'ils sont numériquement dominants, les échanges avec l'Ontario sont moins importants dans la RMR de Québec que dans l'ensemble de la société québécoise, tant pour ce qui est des arrivées vers Québec que pour les sorties. Au total en effet, environ 70% des migrants qui ont quitté la société québécoise dans la deuxième moitié des années 1990 sont allés vers l'Ontario, alors que cette proportion n'est que de 47,3% pour ceux qui ont laissé la RMR de Québec vers cette dernière province. Dans l'autre sens, seulement 50% des entrants dans la RMR de Québec venaient de l'Ontario, alors que cette part s'élevait à environ 62% pour l'ensemble du Québec. Autrement dit, un migrant interprovincial sur deux qui quitte la RMR de Québec part vers l'Ontario et un migrant interprovincial sur deux qui arrive, en provient. En fait, la position dominante de l'Ontario dans l'ensemble des migrations internes qui implique le Québec total tient au fait que l'économie montréalaise, qui fournit la grande part des migrants, serait davantage intégrée à celle de l'Ontario, ce qui n'est pas le cas dans la région de Québec.

Les migrants qui quittent la RMR de Québec pour une autre province préfèrent par ailleurs plus fréquemment que la moyenne québécoise s'établir en Colombie britannique et au Nouveau Brunswick. La RMR de Québec a un solde migratoire positif avec le Nouveau-Brunswick, probablement parce qu'elle attire plus d'Acadiens qui viennent vivre ou étudier à Québec. C'est le contraire qui se produit avec la Colombie britannique, une région qui

attire plus de personnes de la région de Québec qu'elle ne lui en redonne. Les francophones de la RMR de Québec seraient donc attirés vers l'Ouest et surtout vers la Colombie britannique pour des raisons autres que celles qui expliquent les migrations vers l'Ontario. L'attrait de l'Ouest ou le dynamisme de la Colombie britannique seraient des facteurs à considérer. Il faut cependant ajouter que les migrations vers la Colombie britannique ont beaucoup diminué à la fin des années 1990 à cause de la crise économique qui y sévit. La question de savoir s'il les migrants qui quittent la RMR de Québec y font un séjour temporaire ou permanent est cependant ouverte.

### **Les immigrants internationaux boudent-ils Québec ?**

La ville et la RMR de Québec attirent peu d'immigrants internationaux. Il faut même parler d'une véritable défection ou manque d'intérêt des immigrants vis-à-vis la vieille capitale, à moins qu'il n'y ait un problème du côté des structures d'accueil. Montréal exerce un plus grand attrait auprès des immigrants à cause du marché de l'emploi qui y est plus diversifié et à cause du caractère cosmopolite de la ville qui semble plaire davantage à une majorité d'entre eux. Le déséquilibre entre les deux villes sur le plan de la composition ethnique s'accroît en conséquence d'année en année.

La comparaison avec d'autres villes canadiennes de taille moyenne montre par ailleurs que Québec est dans une situation particulière sur le plan de l'immigration internationale. De toutes les grandes villes canadiennes comparables, Québec est celle qui reçoit et retient *le moins* d'immigrants internationaux. L'écart avec d'autres villes comme Ottawa, Edmonton,

Halifax ou Winnipeg est même considérable. La situation de Québec est comparable à celle de Winnipeg sur bien des plans, sauf sur celui de la rétention d'immigrants puisque la capitale du Manitoba parvient mieux que la capitale québécoise à les attirer.

### **Forte présence étudiante**

Certaines villes de taille moyenne comparable à Québec doivent une partie de leur dynamisme à la présence d'une importante population estudiantine. C'est le cas de Poitiers et de Aix-en-Provence en France, ou encore de plusieurs petites villes américaines comme Charlottesville en Virginie ou Durham en Caroline du Nord, pour ne donner que quelques exemples.

La ville de Québec n'est pas avant tout une ville universitaire au même titre que d'autres villes le sont ailleurs dans le monde, mais force est de noter que la présence d'étudiants ou de jeunes en âge de poursuivre des études postsecondaires y est marquante. Une seule statistique suffira à appuyer cette affirmation. Au total, 92% du solde migratoire positif interrégional des années 1991-2001 est concentré dans la tranche d'âge 15-24 ans. Québec a reçu au total 10,007 personnes de plus que le nombre qui a quitté la région. Or, de ce nombre, 9,256 étaient des jeunes âgés de 15 à 24 ans.

Une partie de ces jeunes étudiants resteront finalement dans la RMR de Québec, qui offre des emplois spécialisés qui n'existent sans doute pas dans leurs régions d'origine, mais la région va aussi perdre une partie de ces

effectifs lorsqu'ils s'établiront en emploi de manière permanente, comme l'indique le solde migratoire négatif dans la tranche d'âge suivante (-1,409 chez les 25-44 ans entre 1991-2001).

### **La jeunesse en mouvement**

Les mouvements migratoires entre les diverses régions du Québec vers la RMR de la capitale et en dehors de celle-ci sont essentiellement le fait de jeunes en âge d'étudier ou de jeunes dans la première moitié de leur vie active, soit d'individus ayant entre 15 et 44 ans. L'examen des entrées et sorties de la région de Québec montre deux types de mouvements bien distincts. Ces deux mouvements peuvent se résumer ainsi : *Montréal attire les jeunes de la région de Québec, qui à son tour attire les jeunes des régions avoisinantes.*

Un premier mouvement caractérise une importante migration de jeunes en provenance de la région de Québec qui migrent vers Montréal soit pour y étudier, soit pour y occuper un premier emploi alors que peu de Montréalais font le chemin inverse, ce qui a donné un solde négatif de 3,408 individus entre 15 et 24 ans depuis dix ans. Le même phénomène se produit entre 25 et 44 ans. Cette fois, 11,885 personnes ont quitté Québec entre 1991 et 2001 dans ce groupe pour aller vers Montréal, alors que seulement 5,388 personnes sont venues de Montréal à Québec, ce qui donne aussi un solde migratoire négatif (- 6,497). De même, la Montérégie au sud de Montréal exerce une grande force d'attraction auprès de plusieurs jeunes de Québec, mais principalement dans la seconde tranche d'âge (25-44), celle dans laquelle les individus sont le plus susceptible de travailler à temps complet.

La RMR de Québec réussit à compenser cette perte importante de population jeune par le pouvoir d'attraction qu'elle-même exerce sur les jeunes de cinq régions qui lui donnent l'essentiel des nouveaux arrivants dans les deux mêmes groupes d'âge, soit la Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine, le Bas-Saint-Laurent, la Côte-Nord, le Saguenay-Lac-Saint-Jean et Chaudière-Appalaches. Ces jeunes migrent vers Québec pour y étudier ou pour y travailler et fonder une famille. La RMR de Québec gagne largement quant au nombre de jeunes en âge d'étudier (+9,256 personnes) mais perd un peu dans ses échanges de population dans la tranche d'âge suivante (-1,409 individus).

### **Québec, ville de retraités ?**

La ville de Québec offre aux retraités un milieu de vie attrayant et agréable. Les infrastructures pour les préretraités et les retraités y sont nombreuses et en plein développement, en particulier les ensembles immobiliers pour retraités autonomes ou semi autonomes, les condos, les appartements au centre-ville. La ville présente par ailleurs un environnement attrayant pour les retraités : possibilités de divertissement culturel diversifiée et de bon niveau, services médicaux complets, milieu de vie urbain sécuritaire.

La population de personnes retraitées y est en croissance plus rapide (+13,9% en cinq ans depuis 1996) qu'ailleurs au Québec (+11,5%). Cela s'explique en partie par l'attrait qu'exerce Québec auprès des retraités, comme le montre le solde migratoire interrégional nettement positif dans le

groupe d'âge des plus de 65 ans au cours de la période 1991-2001. Québec est donc susceptible d'attirer encore davantage de retraités dans les années à venir.

Les hommes sont moins nombreux que les femmes dans la Communauté métropolitaine de Québec mais cela s'explique essentiellement par la présence de femmes âgées qui, comme on le sait, ont une espérance de vie plus élevée. Le rapport de masculinité est de 63% dans le groupe des gens âgés de 65 ans et plus, soit une part plus grande qu'ailleurs dans les villes comparables du Canada. Comment expliquer cette différence en apparence curieuse entre des villes de taille et situation comparables, puisqu'elle n'est pas due à des écarts dans l'espérance de vie qui existeraient entre Winnipeg, Ottawa, Halifax ou Québec ? Nous avançons l'hypothèse qu'elle s'explique par la présence à Québec des maisons mères des communautés religieuses féminines qui y regroupent leurs retraitées, souvent en provenance de ce qu'on appelait autrefois la diaspora canadienne française. Il faut rappeler qu'il y a eu jusqu'à cent communautés religieuses de femmes au Québec seulement lorsque le sommet a été atteint vers le milieu des années 1950 et que leur personnel est maintenant vieillissant. La surreprésentation des communautés religieuses féminines dans la région de Québec reste à étudier plus en profondeur.

### **Une nouvelle dépendance**

Certaines classes d'âge dépendent des autres pour leur entretien quotidien et leur survie. C'est le cas des enfants et des personnes âgées, qui sont à la charge du reste de la population. Le rapport de dépendance – qui est

mesuré par le rapport du nombre de jeunes et de personnes de 65 ans ou plus sur la population âgée de 15 à 64 ans – caractérise la part qu'occupe cette population dépendante dans l'ensemble.

Dans les années cinquante, les personnes dépendantes étaient surtout des enfants qui n'avaient pas de ressources économiques propres; dans les années 2000, les personnes dépendantes seront de plus en plus des personnes âgées possédant pour la plupart un patrimoine, ce qui affectera l'impact socio-économique de la dépendance. Le pouvoir économique des personnes âgées, qui est déjà considérable, ira en s'accroissant dans les années à venir car il est connu que l'épargne privée est largement concentrée dans le groupe d'âge au dessus de 50 ans. Le rapport de dépendance doit donc être interprété avec précaution car une partie importante des personnes âgées auront des moyens financiers pour assumer les coûts de leur entretien à la retraite, ce qui était différent pour les enfants dans les années 1950.

Il faut aussi ajouter qu'une partie des personnes ayant dépassé l'âge de la retraite pourra rester actives sur le marché du travail ou encore effectuer des travaux non rémunérés, à titre de bénévoles par exemple, ce qui n'en fait pas une classe d'âge ayant le même type de dépendance que celle des jeunes dans une société marquée par une forte natalité. Enfin, les coûts de santé vont augmenter plus rapidement que les coûts de l'éducation dans ce type de société vieillissante.

Le rapport de dépendance est moins important à Québec, par comparaison avec Montréal et avec la plupart des autres villes canadiennes comparables, mais cela s'explique par la diminution plus marquée de la

natalité qu'on y a observée ces dernières années. Dans les années à venir, le poids des personnes âgées aura tendance à s'accroître plus vite que le poids des jeunes, et cette tendance sera plus évidente à Québec. L'organisation spatiale et l'organisation des services devront tenir compte du fait qu'une proportion croissante de la population aura une mobilité plus réduite à cause de l'âge.

Faut-il s'inquiéter du poids financier que représentera dans l'avenir une part grandissante de personnes âgées ? La question va de plus en plus préoccuper les décideurs. Pour fixer les idées, il faut préciser que les personnes âgées vont défrayer avec leur propre pouvoir d'achat une partie des dépenses qu'elles vont devoir encourir, notamment pour se loger dans des appartements adaptés à leur condition. Par ailleurs, l'État va récupérer au moment du décès du conjoint survivant l'impôt reporté accumulé dans les REER et les fonds de pension, ce qui représente un énorme réservoir de revenus futurs pour l'État qui va pouvoir ainsi absorber une très large part des coûts supplémentaires associés au vieillissement de la population. On insiste actuellement dans les discours publics sur ces questions sur le poids que va représenter la population âgée dans l'avenir, mais beaucoup moins sur le fait qu'elle pourra en bonne partie les assumer.

### **La création de ménages augmente plus vite que la population**

Le nombre de ménages augmente beaucoup plus rapidement que la population. Cette donnée va dans le sens d'une importante tendance qui marque toute la société québécoise où la croissance de la population en trente cinq ans (1961-1996) a été de 38% et celle du nombre de ménages, de

137%. C'est là la source de la crise actuelle du logement qui sévit surtout à Montréal mais aussi à Québec où la demande est très forte. Dans les débats publics, on a beaucoup rappelé que cette crise était due à la faiblesse du nombre des mises en marché de nouveaux logements; or, il faut aussi examiner la croissance de la demande et les facteurs qui sont à la source de la création de ces nouveaux ménages.

Plusieurs facteurs expliquent cet écart entre population et ménages. La hausse du nombre de divorces et la migration des jeunes vers les villes ont contribué à faire augmenter le nombre de nouveaux ménages. L'aide de dernier recours est aussi un facteur qui a fortement encouragé la croissance du nombre de ménages en donnant aux personnes démunies les ressources pour vivre en ménages, le plus souvent seules. L'augmentation de l'espérance de vie amène les personnes âgées à vivre seules plus longtemps dans leurs maisons.

Mais un autre facteur compte plus que tout autre pour expliquer la très forte croissance des ménages, qui paraît même surprenante : l'établissement en ménages des enfants des premières cohortes du baby boom d'après guerre. Leur départ du foyer entraîne depuis le début la fin des années 1990 la création de nombreux nouveaux ménages alors que les parents, loin de la retraite de la vie active, restent au foyer familial, une création accélérée qui est donc parallèle à la faiblesse de la croissance de la population totale. Cette tendance durera au moins une bonne quinzaine d'années, soit la période au cours de laquelle les cohortes les plus nombreuses du baby boom ont eu leurs enfants. Il faudra par ailleurs anticiper une décroissance de la demande de logements à plus long terme, lorsque ces mêmes cohortes de baby

boomers abandonneront à leur tour les maisons de banlieues qu'ils auront habitées.

Il est prévu que la croissance des ménages va rester fort importante dans les années à venir, plus importante que celle de la population (jusqu'en 1921). Entre 2001 et 2011, 33 individus s'ajouteront chaque année à la population par tranche de 10,000 personnes, mais 101 ménages nouveaux seront créés chaque année par 10,000 habitants, soit trois fois plus.

La création accélérée de nouveaux ménages a été – et est en ce moment – une source de croissance pour l'économie (plus de logements, achat de biens durables dans les foyers, etc.) et elle est venue masquer quelque peu l'impact sur l'économie de la région immédiate de Québec qu'aurait dû avoir la faiblesse de la croissance de la population ces dernières années. En maintenant des ménages plus nombreux, et pour une part plus petits, les individus devront consommer davantage certains types de biens et services typiques qui assureront une partie de la croissance (lignes téléphoniques et câble, entretien et rénovation de logements, équipement ménager, etc.).

### **Un nouveau défi : l'équilibre Québec-Montréal.**

Les villes de Québec et Montréal ont souvent été dans le passé en compétition sur plus d'un plan. Cœur économique et culturel de la société québécoise, Montréal est six fois plus peuplée que Québec, la capitale politique. La tentation est donc grande de déplacer vers la métropole certaines activités politiques liées à la gouverne des affaires publiques, et les

autorités municipales de la ville de Québec s'inquiètent de temps à autre des effets de tels déplacements.

Plusieurs indicateurs montrent qu'il y a risque de déséquilibre encore plus marqué entre les deux villes dans un proche avenir. Depuis quinze ans, la croissance de la population est plus rapide dans la région montréalaise que dans la région immédiate de Québec pour trois raisons. Tout d'abord, Montréal connaît un taux de natalité un peu plus élevé que la moyenne et surtout, plus élevé que celui de la RMR de Québec, notamment parce que les familles immigrantes d'arrivée récente ont davantage d'enfants. Par ailleurs, la RMR de Québec attire moins d'immigrants internationaux et interprovinciaux que la métropole. Enfin, la mobilité géographique interne entre les régions québécoises favorise nettement Montréal qui connaît un solde migratoire nettement positif ces dernières années. Ces trois facteurs conjugués vont accroître dans un proche avenir l'écart de population déjà considérable entre les deux cités.

Il faut noter que le solde migratoire interrégional de la RMR de Québec est négatif par rapport à la région montréalaise. Entre 1991 et 2001, 20,834 individus ont quitté la RMR de Québec pour aller vivre dans la région de Montréal, contre 9,672 personnes qui ont fait le chemin inverse. L'écart est aussi négatif, mais moins important, avec la Montérégie, ville Laval et la RMR de Lanaudière. L'agglomération montréalaise exerce un important effet d'attraction sur les résidents de la région de Québec, un effet qui est cependant contrebalancé en partie par le pouvoir d'attraction que Québec exerce de son côté – on l'a vu plus haut – sur d'autres régions dans sa propre périphérie et les régions éloignées à l'Est.

## **La diversité des modes de vie**

Les modes de vie familiaux et non familiaux sont de plus en plus diversifiés, tant sur le plan synchronique – coupe transversale – que diachronique, c'est-à-dire au cours du cycle de vie des individus. Les familles avec enfant présent au foyer représentent moins de la moitié des ménages et l'unité de vie typique dans la société n'est plus la famille dite traditionnelle (deux parents et au moins un enfant présent). Les couples sans enfant présent représentent maintenant une catégorie de ménages en plus forte croissance de même que les ménages formés de personnes seules. Il s'ensuit donc que les ménages comptent moins de membres.

L'enfant occupe un espace plus limité qu'auparavant dans la vie des adultes parce qu'ils en ont moins. Moins de la moitié des adultes vivent en ce moment en présence quotidienne d'enfants dans leur ménage. Les adultes de la première moitié du siècle passaient la majeure partie de leur vie à s'occuper d'enfants, après avoir eux-mêmes été élevés dans des familles nombreuses. Le rapport à l'enfant est l'un des changements majeurs qui caractérise les modes de vie contemporains.

Les modes de vie changent avec le départ des enfants et il paraît en conséquence nécessaire de distinguer les familles et les couples sans enfant présent au quotidien. Après le départ des enfants du foyer, la famille devient un réseau et non plus une unité de vie au sens strict. En fait, il s'agit là d'une mutation majeure qui n'a pas assez retenu l'attention. La famille au sens sociologique a maintenant deux formes bien distinctes: la famille institution

– celle dans laquelle l'enfant est en interaction quotidienne avec ses parents ou au moins l'un d'eux – et la famille réseau, celle qui est formée de liens maintenus entre membres consanguins mais appartenant à des ménages différents. La famille réseau recoupe ce qu'on appelait autrefois la famille étendue.

Ce qui frappe dans les nouveaux modes de vie, c'est le fait qu'une proportion croissante d'individus vivent dans des unités (ou des ménages) de plus petite taille, très souvent seuls ou encore en couples. Les jeunes couples ont peu d'enfants et leurs ménages sont donc aussi de taille plus réduite par rapport aux familles nombreuses d'autrefois.

Par ailleurs, même si l'unité de vie est de taille réduite, la surface de l'espace habité peut quant à elle augmenter. C'est le cas en ce moment dans les banlieues plus anciennes de Sainte-Foy, à Sillery ou encore dans les quartiers de Lévis, Beauport et Charlesbourg construits dans les années 1950 et 1960 qui sont occupés par une population vieillissante composée de personnes encore en âge de conserver leurs maisons mais qui en sont rendus à la phase du nid vide après le départ de leurs enfants, qui laissent derrière eux une grande maison occupée par moins de personnes.

Familles et ménages ne se recoupent plus aussi étroitement, ce qui a des implications pour les politiques municipales ou les politiques publiques de l'État (système de garde d'enfants, écoles de quartier, politiques de santé, etc.).

Enfin, on peut avancer qu'il y a moins de ménages pauvres mais aussi moins de ménages riches dans la RMR de Québec que dans l'ensemble de la

société québécoise. La population y est un peu plus scolarisée et on y compte davantage de ménages propriétaires de leur logement. Bref, une part plus grande qu'ailleurs des ménages seraient de classe moyenne dans la RMR de Québec.

## **Conclusion**

Les idées mènent le monde, avance avec raison le sage. Mais il ne faudrait pas oublier que les bases morphologiques de ce même monde constituent aussi d'importantes forces qui l'entraînent. Au terme de l'examen qui vient d'être fait d'un certain nombre de tendances marquantes du tissu social de la RMR de Québec, il nous semble que le principal défi qu'aura à relever la RMR de Québec dans les dix prochaines années est un défi démographique. Tous les changements décrits plus haut seront autant de contraintes qui vont peser sur le devenir de la ville et de la région de Québec.

La région de Québec n'a pas encore vraiment pris conscience de l'énorme défi que présente l'évolution actuelle de sa démographie, en particulier parce que un certain nombre de tendances sont masquées temporairement par d'autres phénomènes qui retiennent l'attention. Par exemple, la RMR de Québec perd une partie de sa jeunesse, mais cette perte est largement compensée par l'arrivée de jeunes en provenance de régions périphériques qui ne pourront pas toujours jouer ce rôle, sans parler des conséquences négatives que ces départs ont dans ces mêmes régions. Ou encore, la création de nouveaux ménages continue d'être plus forte que la

croissance de la population, ce qui masque les conséquences économiques qu'a et qu'aura dans le proche avenir la décroissance de la population.

La faiblesse du niveau de l'immigration internationale est l'une des grandes questions qui devra occuper le devant de la scène dans les prochaines années. Des villes de taille moyenne comme Halifax, Winnipeg ou Ottawa tirent mieux leur épingle du jeu que Québec. Comment expliquer cet écart ? L'immigration n'est pas la panacée qui va régler tous les maux de la région, c'est entendu, mais une action dynamique sur ce plan devra faire partie des politiques de développement susceptibles de contrer les effets négatifs de la dépopulation appréhendée.

Prof. Antonio M. Chiesi  
coordinator of the PhD course in Sociology

Milano, le 19 mars 2008

Prix Léon Gérin  
Membres du jury  
Québec.

J'ai connue le prof. Simon Langlois il y a désormais dix-sept ans pendant ma première participation au groupe international *Comparative Charting of Social Change* qu'il a toujours coordonné dès sa fondation pendant les années 1980. Ce groupe a toujours été un rare exemple de coopération internationale parmi les chercheurs de plusieurs pays, qui ont travaillé constamment avec les ressources repérées localement par chaque pays. La raison du succès réside sans doute dans la qualité des produits scientifiques qui ont été mis en oeuvre pendant vingt ans. Cette qualité a été sans doute assurée par la compétence de plusieurs collègues, bien connues au niveau international, que Simon Langlois a coordonné constamment depuis le début jusqu'à présent. Je veux souvenir surtout Henry Mendras, ancien directeur de recherche au CNRS et professeur de l'Institut de Sciences politiques à Paris, qui a été jusqu'à la mort l'inspirateur d'entreprises parmi les membres du groupe, Ted Caplow, Commonwealth professor of sociology à l'Université de Virginia, Karl Otto Hondrich, professeur de sociologie à l'Université de Frankfurt, et Alberto Marinelli, ancien président de l'Association Internationale de Sociologie et professeur de science politique à l'Université de Milan.

Bien que les produits de ce group aient été le résultat d'un effort collectif, Je veux souligner quand même la contribution spécifique de Simon Langlois à la productivité et à la qualité scientifique de ce group. Il a contribué avec générosité à la continuité exceptionnelle de cette entreprise collective pendant plus de vingt ans avec la coordination des travaux, l'organisation de plusieurs rencontres internationales, la participation comme auteur et comme éditeur, la participation constante aux discussions avec sa précieuse compétence à la fois substantielle et méthodologique.

La collection de volumes fondée et dirigée par lui chez McGill-Queen's University Press a permis la diffusion des résultats scientifiques du groupe et tous les ouvrages ont été supervisés par lui. Le succès de cette collection est témoigné par le fait que plusieurs volumes ont été traduits en d'autres langages (allemand, français, italien, espagnol, bulgare). Je veux souligné l'importance du volume *Tendances comparées des sociétés postindustrielles*, dirigé par Langlois avec Michel Forsé, publié avec Presses Universitaires de France, qui a été traduit aussi en anglais et qui a reçu le prix de l'Institut de France.

Les résultats scientifiques du groupe coordonné par Langlois ont été aussi publiés à plusieurs reprises sur la revue, *The Tocqueville Riview/La Revue Tocqueville* (Paris et Toronto), une des nombreuses revues internationales dont Simon est membre du comité de rédaction.

Prof. Antonio M. Chiesi  
coordinator of the PhD course in Sociology

Ma participation à ce groupe m'a permis d'œuvrer scientifiquement et de gagner une vision à la fois substantive des différences parmi sociétés nationales aussi bien que méthodologique des moyens d'aborder la comparaison sur le plan des indicateurs quantitatifs et de l'analyse qualitative. C'est aussi grâce à la participation au groupe *Comparative Charting of Social Change* que j'ai eu l'opportunité d'enseigner Systèmes sociales comparés à l'Université de Milan.

Simon Langlois est actuellement président du comité scientifique du CRÉDOC, Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie, fondé à Paris en 1955. Je dois souligner l'importance de ce centre qui a gagné une image influente dans le débat intellectuel français, pendant un demi siècle, surtout dans le champ de l'analyse des opinions des Français, l'étude de la dynamique des marchés et de la consommation marchande et l'analyse des politiques publiques et sociales. Pendant plus de dix-sept ans, dès qu'il a été nommé membre du comité scientifique en 1991, le professeur Simon Langlois a non seulement donné une contribution en termes de conseil et d'orientation, mais il a aussi participé à recherches importantes dans le champs de la sociologie de la consommation, dont il est expert reconnu au niveau international.

Je veux souligner la qualité de son récente étude sur la dynamique de la consommation en France (Simon Langlois, *Consommer en France*, Paris, L'Aube, 2005), qui retrace l'évolution de la consommation sur cinquante ans et recouvre trois époques: la consommation de masse, la consommation individualisée et la consommation de 'rassurance'. Ce livre renverse la vision traditionnelle du consommateur manipulé par les stratégies de la publicité et met l'accent sur l'interaction entre consommateurs et distributeurs.

Je pense qu'avec ce livre Simon Langlois a donné une interprétation originale et bien fondée de ce qu'il est passé dans le monde de la consommation en France pendant un demi siècle.

Je suis heureux que l'Université Laval entende proposer la candidature du professeur Simon Langlois au prix Léon Gérin 2008, et j'appuie avec conviction cette décision. Je connais moins l'activité de Simon Langlois dans son pays et ces implications dans le milieu, bien que je connais qu'il a été toujours engagé à niveau local comme citoyen et comme intellectuel de valeur. J'ai appris par lui les problèmes et la spécificité culturelle et politique du Québec. Je peux témoigner la qualité de sa production scientifique, son rayonnement à l'extérieur du Québec et l'estime dont il jouit parmi les milieux scientifiques de deux cotés de l'Atlantique.

Antonio M. Chiesi